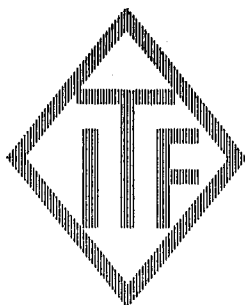




FASCISME

N° 13

Amsterdam, le 29 juin 1935.



Les premiers morts. (I.T.F.) Pendant qu'Hitler fait des discours pacifistes, les entreprises de l'industrie allemande des armements travaillent en trois équipes, jour et nuit. Les nationaux-socialistes fondent les canons, remplissent les obus et produisent les gaz asphyxiants pour la guerre qu'ils sont fébrilement en train de préparer. L'Allemagne centrale est devenue le centre des armements. C'est là qu'on s'empresse d'agrandir des fabriques d'avions, c'est là que l'industrie lourde d'Allemagne occidentale crée des filiales, c'est là aussi que fonctionne l'unique entreprise légale allemande d'explosifs, la "Westfälisch-Anhaltische Sprengstoffgesellschaft", fondée par les industriels de la Ruhr.

L'entreprise vient de traverser une année brillante. Les trois membres du Conseil de direction ont touché ensemble pour 1933, sans parler des rémunérations secondaires, un total de 191.000 marks. Le capital en actions est de 10 millions de marks; en 1934, le réarmement a rapporté un bénéfice de 4 millions, 40% du capital. Trois millions ont été affectés à des amortissements, après quoi il restait un bénéfice net d'un million. Les usines fonctionnent à plein rendement. Les "stocks" ont monté en valeur de 5,7 millions à 7,8 millions; l'armée ne pouvait pas faire assez vite pour absorber la production. Les énormes stocks restaient en partie à pied d'oeuvre. Lorsque la terrible explosion eut lieu dans l'usine de Reinsdorf, il n'y avait plus de salut pour les ouvriers. La dictature hitlérienne reconnaît 102 morts et 700 blessés; 34 personnes ont littéralement été dépecées, on n'en a plus trouvé de traces. Probablement le nombre des tués est bien plus grand. Toutefois le Troisième Reich empêche toute communication objective qui pourrait atténuer l'enthousiasme guerrier. Des experts évaluent le nombre des victimes entre 800 et 1.000. Le général de la guerre aérienne Goering prit la parole à la cérémonie funéraire; il dit en substance que les victimes "sont tombées pour le nouveau Reich". "Tombées" comme les morts sur le champ de bataille. Tombées pour quoi..?

La "Westfälisch-Anhaltische Sprengstoffgesellschaft" paie 9 p.100 de dividende à ses actionnaires.

C'est ainsi qu'il faut faire! (I.T.F.) Le 15 juin la loi sur le "samedi fasciste" est entrée en vigueur en Italie. Tous les bureaux et usines doivent fermer le samedi à une heure de l'après-midi. Pour l'après-midi des exercices militaires sont obligatoires pour tous les ouvriers.

les ouvriers et employés. Les employeurs n'ont pas le devoir de participer à ces exercices. De telle sorte, les ouvriers italiens doivent être habitués à la communauté populaire fasciste des guerres à venir: les travailleurs sont la chair à canon; les gens aisés peuvent s'embusquer.

La vengeance des jaunes. (I.T.F.) En octobre 1934, Alwin Brandes, le dernier président de la plus grande organisation syndicale allemande, celle des métallurgistes, a été arrêté et écroué à la prison de police de Dresde. On ne pouvait l'accuser d'aucune activité illégale. Néanmoins, la Gestapo l'envoya en avril dernier au camp de concentration de Sachsenburg. C'est là qu'il a pu "célébrer" le 12 juin son 69^e anniversaire.

"Politique sociale corporative" (I.T.F.) Le président de l'organisation centrale des employeurs industriels d'Autriche a fait, fin mai, une conférence édifiante sur la "politique sociale corporative": "Le régime corporatif repousse le contraste prétendu insurmontable entre le capital et le travail et le remplace par la noble idée de la communion d'intérêts de tous ceux qui sont actifs au sein d'une corporation. Ce relief donné à la communauté d'intérêts dans l'oeuvre de la production doit aussi aider à surmonter les contrastes d'intérêts dans la distribution du produit du travail commun. Ceci nous fait envisager le problème de la rétribution sous un angle tout à fait différent".

Les salaires contractuels doivent être baissés à un minimum, car "les salaires minima contractuels doivent être établis de sorte à offrir encore assez de latitude à une augmentation". Le mot d'ordre du salaire selon le rendement, en vertu duquel les Nazis réduisent les salaires en Allemagne, devra être pratiqué aussi en Autriche et les employeurs autrichiens veulent une dictature dans les entreprises suivant le modèle allemand: "L'employeur aura satisfait à ses obligations contractuelles en payant les salaires prévus dans le contrat. Il faut lui laisser toute latitude pour décider s'il désire, et si oui jusqu'à quel point, dépasser ces taux pour récompenser un travail de meilleure qualité ou pour stimuler le rendement".

On laisse aux ouvriers la possibilité de travailler avec une modeste "corporative", contre un salaire avili.

Au-dessous de l'allocation de chômage. (I.T.F.) La "Oesterreichische Arbeiterzeitung" organe des organisations ouvrières chrétiennes d'Autriche (N° du 1er juin 1935) écrit ce qui suit sur les salaires payés en Haute-Autriche, en se basant sur des renseignements de l'Union des syndicats de Haute-Autriche de la Fédération fasciste des syndicats: "A l'heure qu'il est, le revenu moyen total en Haute-Autriche qui, dans le temps, dépassait 50 schillings par semaine, n'est plus que de 45 schillings. Les salaires des ouvriers spécialisés ont été très sensiblement réduits. C'est ainsi que le revenu d'un ouvrier spécialiste qui en 1925 était de plus de 70 schillings par semaine, a passé pendant la période de crise 1930 à 1934 à un peu plus de 50 schillings. Indiquons encore les revenus hebdomadaires spécifiques selon quelques industries: industrie du textile sch.: 34,24; coton sch.: 34,50; laine sch.: 33,72; constructions mécaniques sch. 56,82; le revenu le plus élevé est atteint (seulement toutefois pendant la saison Récl.) dans l'industrie du bâtiment où il est de sch. 66,56. Si ces tristes faits ne permettent déjà plus au fond un fléchissement ultérieur du revenu de l'ouvrier, il faut néanmoins se rendre compte de ce qu'il existe encore des milliers d'entreprises qui payent des salaires encore plus bas; un revenu hebdomadaire de sch. 20.- (fr. fr.: env. 57.-) n'est plus en Autriche une chose rare; souvent le revenu ouvrier reste au-dessous du taux de l'allocation de chômage.

L'Etat chrétien corporatif. (I.T.F.) Les masses. "Des milliers et des milliers de gens ne sont plus en état aujourd'hui de pouvoir s'acheter fût-ce la chaussure la meilleure marché, sans aucun égard à la qualité et à la solidité."

Les ouvriers. "Si en 1929 le revenu moyen dans l'industrie autrichienne de la chaussure était de sch. 50 à 60 par ouvrier et par semaine, on ne peut plus parler aujourd'hui que d'un revenu moyen de 35 à 45 schillings par semaine".

"Il n'y a dans l'industrie de la chaussure pour ainsi dire plus aucune entreprise provinciale payant à ses salariés fût-ce un seul jour férié ou une seule heure supplémentaire conformément aux prescriptions de la loi. Les salaires payés aujourd'hui en province se trouvent à un niveau tellement bas qu'il y a au fond de quoi s'étonner que des ouvriers soient encore disposés à travailler dans ces conditions."

.... mais les employeurs. " Nous savons cependant d'autre part que précisément les entrepreneurs dans l'industrie de la chaussure gagnent davantage que plus d'un autre employeur."

(Pris dans l'organe du "syndicat fasciste des travailleurs du cuir et de la chaussure", juin 1935)

50.000 personnes travaillent sans salaire. (I.T.F.) La Conférence internationale du Travail s'est ralliée à la revendication des délégués ouvriers demandant que l'introduction de la semaine de 40 heures n'apporte pas de préjudices au niveau de vie des salariés. Cette décision est fort désagréable aux employeurs autrichiens convertis au christianisme corporatif. Selon une évaluation en effet du Syndicat unique fasciste, 15% environ des heures de travail effectives sont des heures supplémentaires. Les 542.000 travailleurs occupés dans l'industrie, dans les mines et dans l'artisanat effectuent par conséquent, par l'accomplissement d'heures supplémentaires, le travail d'environ 80.000 qui sont à présent en chômage et environ les deux tiers des heures supplémentaires ne sont pas rétribuées. Les employeurs autrichiens ont 50.000 ouvriers qui travaillent pour rien et ils s'opposent à des conventions internationales qui imposeraient certaines réserves à la réaction.

La misère de la jeunesse. (I.T.F.) Sur 14.000 jeunes gens ayant quitté l'école, 5.200 seulement ont trouvé cette année à Vienne un apprentissage. 8.800 jeunes gens qui avaient demandé leur admission comme apprentis n'ont pas obtenu de place.

La communauté populaire dans la pratique : Traitements énormes et salaires de famine (ITF)

Les Nazis déclarent toujours à nouveau aux ouvriers et employés allemands que "le dernier citoyen en chômage doit de nouveau se trouver au bénéfice d'un gagne-pain, avant qu'on puisse songer à pratiquer des augmentations de salaires". ("Arbeitertum", l'organe officiel du Front allemand du Travail N° du 15 juin 1935). Le renchérissement de la vie et tous les versements obligatoires avilissent cependant de semaine en semaine la situation de larges couches de la population. 5 à 6 millions de gens sont encore sans travail; la durée du travail a été sensiblement diminuée ces derniers mois; dans de nombreuses entreprises, les revenus hebdomadaires des travailleurs ont baissé dans une même mesure. Seulement, les salaires que les Nazis s'appliquent à garder bas, permettent l'augmentation des dividendes servis aux actionnaires et la majoration des gros traitements. On peut par exemple trouver dans les rapports annuels des sociétés anonymes allemandes, parus autour du 1er juin, que le revenu moyen des membres des conseils d'administration de la société "Minimax" qui s'occupe de défense anti-aérienne, a monté de 22.000 (en 1933) à 38.000 (en 1934), de la "Ravensberger Spinnerei A.G, Bielefeld de 25.000 marks (1933) à 45.000 marks (en 1934), de la grande entreprise de terrassement Ph. Holzmann A.G. de 42.500 marks (en 1933) à 46.300 marks (en 1934), de la plus grande entreprise allemande de soie artificielle de viscose, les "Glanzstoff-Fabriken-Wuppertal" de 44.100 marks (en 1933) à 47.300 (en 1934) et de la plus grande entreprise allemande de constructions mécaniques la "Domag" de 42.300 marks (en 1933) à 48.000 marks (en 1934).

"Il est vrai que c'est un persiflage des principes de la communauté populaire" ainsi se plaint l'organe du Front du Travail. En même temps cependant, il affirme: "Le national-socialisme a réussi à appliquer la communauté populaire aussi bien dans l'idéologie que dans la pratique, à quelques rares exceptions près." Ces exceptions sont cependant la règle. Les choses en sont déjà arrivées là, que le quotidien du Front allemand du Travail doit se plaindre (Angriff du 22 juin, éditorial) de ce que les employeurs deviennent effrontés "après avoir gagné beaucoup d'argent au moyen des livraisons à l'armée". Les employeurs ont fort bien compris que les phrases sur la communauté populaire ne sont destinées qu'aux ouvriers

qui ont besoin d'être consolés de la manière dont le patronat les exploite sous les yeux bienveillants de la dictature.

La réduction des salaires .(I.T.F.) Le Commissaire du Travail pour le district de Poméranie, l'ancien amiral Klaassen, avait considérablement réduit les salaires des ouvriers du bois de son district, le 26 juillet 1934 déjà. Les salaires maxima horaires des ouvriers spécialisés dans les ébénisteries de Poméranie étaient les suivants:

	à Stettin	Greifswald, Kolberg, Swinemünde, Stralsund	Stargard	Köslin	Ueckermünde et Pasewalk
1932	93	85	83	81	78
1934	82	76	76	76	70

Dans les entreprises de fabrication de meubles en série, les salaires ont été réduits en 1935 d'encore 6%, de sorte qu'on ne payait plus que

77	71	71	71	66
----	----	----	----	----

Dans les fabriques de sièges la réduction des salaires était de 10 à 15% ; on ne payait donc plus que

70	65	65	65	60
----	----	----	----	----

Ces réductions ne suffisaient pas aux employeurs; c'est pourquoi les Nazis ont avili davantage les salaires. Toutefois, selon une méthode vraiment nationale-socialiste, les réductions ultérieures ont de nouveau été pratiquées par étapes pour commencer. Le Commissaire au travail a décrété le 8 février 1935 : " A cause de la situation particulièrement difficile où se trouvent les entreprises artisanales dans le district de Poméranie, ces entreprises auront le droit, à partir du 1er mars 1935, de pratiquer sur les taux des salaires la réduction de 6% déjà prévue pour l'industrie de la fabrication de meubles en série."

Les prix continuent à monter. La consommation baisse .(I.T.F.) Suivant le chiffre-indice officiel du coût de la vie, le coût des denrées alimentaires n'aurait monté pendant les deux années écoulées que de 66%. En réalité cependant les prix des articles d'alimentation ont monté bien davantage. Le prix des pommes de terre a augmenté (d'après le calcul de l'Institut allemand pour l'étude des conjonctures, établi sur la moyenne de 1933 à 1934) de 41%, le prix des légumes de 14,6%. Le correspondant berlinois de la "Prager Presse", l'organe du ministère des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, a comparé les prix du rayon alimentaire du grand magasin berlinois Wertheim, en mars 1933 et en mai 1935. Pour les articles dont le prix varie avec la saison, il a pris pour sa comparaison les prix de mars 1935. Suivant ses constatations, le prix de la viande de veau a augmenté de 36%; du porc de 50%, du bœuf de 90%, des fèves de 80 à 100%, des pois de 90 à 200%, du lard de 20%, du beurre de 40%, de la margarine de 150%, des harengs de 85%. La puissance d'achat des salaires ouvriers a donc considérablement baissé et la consommation a reculé dans une même mesure. La consommation d'œufs a baissé de 1932 à 1935 de 12%, bien que la consommation par l'armée ait notablement augmenté l'année dernière. La consommation de lait a reculé, celle de viande a baissé considérablement (suivant les relevés de l'Institut pour l'étude des conjonctures). La consommation de graisses qui en 1933 avait déjà baissé de 7% déclina encore à tel point que le gouvernement a dû mettre des confitures bon marché à la disposition de la population. Les quantités vendues dans le commerce de détail de produits alimentaires baissèrent en moyenne mensuelle pendant 1934 malgré les crises d'approvisionnement de la part des ménagères, de 2,3% sous la moyenne de l'année de crise 1932. Pendant le premier trimestre 1935, le chiffre d'affaires était encore de 11% inférieur à celui du premier trimestre 1934.

Bataille du travail perdue.(I.T.F.) "L'Initiative prise par l'Etat (national-socialiste) en entamant des travaux pour combattre le chômage, visait toujours, uniquement à stimuler l'initiative privée et à remettre la vie économique ainsi graduellement en état de fonctionner de manière indépendante". (Hitler, dans un discours fait le 21 mars 1934 à l'occasion de l'inauguration de la bataille du travail.) Pendant deux années, tous les haut-parleurs du Troisième Reich ont répété que le redressement envisagé de l'économie privée

avait réussi. A présent toutefois qu'il ne reste plus que 2 à 300 millions du gigantesque programme des trois milliards de marks il devient possible de se rendre compte des résultats réels; la tentative de redressement a failli. Le Bulletin trimestriel de l'Institut pour l'Etude des conjonctures (du 1er juin 1935) constate sans emphase : l'économie privée qui devait être stimulée par les travaux pour combattre le chômage s'est encore resserrée. L'économie privée montre pendant cette période (depuis 1933) une réserve remarquable quant aux investissements. On n'a pas créé de nouvelles possibilités de production-- sans parler de quelques exceptions dues à l'intervention de l'Etat. L'outillage et les installations ne semblent même pas avoir été maintenues au même niveau par les sociétés industrielles."

Le redressement du marché intérieur n'a été que passager; il a "uniquement été provoqué et favorisé par des travaux de secours et par d'autres mesures des pouvoirs publics" (le réarmement, Réd!) "La production industrielle avait atteint en été 1934 un point culminant; à présent elle est en déclin et il n'y a aucun indice d'un redressement de l'économie par ses propres forces. Les efforts de l'Etat pour la stimuler ont échoué. "Dans les circonstances esquissées, les pouvoirs publics ont pour la période à venir aussi la tâche de stimuler l'activité économique", (toutes ces citations ont été empruntées au Bulletin trimestriel de l'Institut sus-nommé qui passe par la censure du ministère de la Propagande). Seulement il n'est plus possible de stimuler l'économie, les caisses publiques sont vides. Sur les milliards employés pour le redressement économique, des centaines de millions sont restés dans les caisses des industriels privilégiés. La dictature avait espéré que les employeurs utiliseraient ces bénéfices d'une manière productive mais "les entreprises pensent en première ligne à sauvegarder leur liquidité et elles évitent des placements à long terme" (Institut pour l'Etude des conjonctures). Les employeurs ont une telle méfiance vis-à-vis de la conjoncture hitlérienne que--ainsi que le ministre président du Brunswick, Klagges, l'a exprimé d'une manière caractéristique, le 21 mai à Hannover--"les représentants de l'économie ont une réelle crainte d'accepter de grandes commandes".

Seulement, des sommes inouïes ont été dépensées pour le redressement économique échoué, bien davantage que les trois milliards officiellement reconnus. Suivant une évaluation de l'"Economist", le porte-parole objectif de la haute finance londonienne, les dettes du Troisième Reich ont augmenté depuis l'avènement de la dictature d'une somme de 12 à 16 milliards. Ces montants ont été dépensés pour les branches les plus diverses des travaux de secours, pour le réarmement : construction d'avions, de fabriques de gaz asphyxiants, de sous-marins, de casernes et d'autostrades; pour l'entretien de l'armée des bonzes bruns; pour les festivités et le travail forcé. Malgré tout cela, le redressement visé n'a pas été atteint. A présent on dépense de nouveau, des milliards pour l'équipement de l'armée qui a été ouvertement étendue et pour l'extension de la flotte de guerre. De la sorte les difficultés économiques sont différées de quelques mois.

L'équipement de l'armée n'est cependant une commande que d'une seule fois, fût-elle gigantesque; à l'automne les difficultés s'accumuleront. Si l'on veut poursuivre le réarmement, il est nécessaire d'augmenter l'importation de matières premières et "il dépend du développement du commerce intérieur de savoir si notre conjoncture intérieure (celle de l'armement! Réd.) pourra se poursuivre; ce qui est décisif c'est l'approvisionnement en matières premières." (D'un discours du directeur de la Reichsbank, Brinkmann, le 6 mai 1935.)

La situation financière crée encore plus de difficultés. L'unique ressource de la dictature criblée de dettes sont les emprunts forcés. Cette année 400 millions ont été pris dans les caisses d'épargne par manière d'emprunts forcés, 250 millions chez les propriétaires d'immeubles--privés au dernier moment d'allègements d'impôts de $\frac{1}{4}$ de million définitivement promis--400 millions auprès des sociétés d'assurances, 100 millions auprès de la Caisse nationale d'assurance des employés et d'autres sommes importantes--dont on ignore encore le montant exact-- aux caisses d'assurance-chômage. Le Troisième Reich compte sur une aide de l'étranger. Des capitalistes hollandais lui ont déjà offert un prêt, le banquier juif Goldschmidt fait des démarches aux Etats-Unis. Tout cela pour construire des avions et des gaz, pour entretenir des camps de concentration et faire de la propagande à l'étranger

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Gare aux espions. (I.T.F.) Des espions de la Gestapo voyagent sur les chemins de fer allemands pour surveiller le personnel et les voyageurs. Un d'entre eux, un certain Huber de Munich, fait comme nettoyeur d'argenterie à la Mitropa la navette entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Il est possible qu'à présent que son sale métier est connu, on le déplace. Qu'on en tienne compte!

Soucis bruns. (I.T.F.) La direction berlinoise des transports en commun a donné aux contrôleurs l'instruction de prononcer en montant dans une voiture, sur la plate-forme et à l'intérieur, à haute voix et clairement, les paroles "Heil Hitler". Le "salut allemand" --importé d'Italie-- doit être pratiqué davantage, le public étant devenu trop négligent. Les contrôleurs se sont plaints à présent auprès de la direction que le public ne répond pas à leur salut.

Chômage permanent. (I.T.F.) "Comme chef de la section professionnelle 15 (navigation et aéronautique) j'ai tâché --en vain jusqu'ici il est vrai-- de trouver à caser les gradés maritimes sans travail et ayant atteint déjà un certain âge. J'ai dû constater qu'à quelques rares exceptions près, on refuse toujours de les prendre. Ces camarades, qui sont dans la force de l'âge, se trouvent donc condamnés malgré toutes mes tentatives et efforts, à supporter le dur sort d'en être réduits à un chômage permanent et au secours de bienfaisance.... Je puis comprendre qu'une maison d'armement n'engage plus un deuxième lieutenant ou un mécanicien ayant de 40 à 50 ans, que toutefois je n'arrive pas à comprendre c'est qu'un second ou un mécanicien n'a, dans le cas le plus favorable, des chances d'être engagé qu'à l'âge de 35 à 40 ans".

(Pris dans un manifeste du chef de la section professionnelle nationale pour la navigation et l'aéronautique au sein du Front allemand du Travail, fin mai 1935.)

Comment l'Autriche applique l'amnistie. (I.T.F.) Les cheminots autrichiens se trouvent sous une terreur particulièrement rigoureuse. Ils ne remarquent rien de l'amnistie des Chrétiens. Un cheminot viennois par exemple, arrêté en février 1934, resta 83 jours en détention préventive sans qu'on puisse prouver qu'il avait commis des "actes hostiles à l'Etat". On dut le relâcher et suivant une instruction du président fédéral, la procédure contre lui fut suspendue; il fut "gracié". Entretemps toutefois les chemins de fer fédéraux avaient commencé une procédure disciplinaire contre notre homme, qui fut puni par une retenue de 4% de son salaire pendant une durée de trois mois.

Il a été fait appel de ce jugement de la Commission disciplinaire des chemins de fer fédéraux et la Chambre supérieure disciplinaire a rendu le verdict de révocation du service de l'homme qui avait été gracié. L'étranger entend parler de l'amnistie du gouvernement autrichien, mais il ne sait pas comment les autorités la pratiquent.

Le bon vieux temps. (I.T.F.) Dans l'Autriche impériale le personnel roulant des tramways pouvait être obligé d'accomplir tous les services auxiliaires, tels que l'attelage des voitures, etc. Vienne la Rouge ne voulut plus que les agents salissent leurs uniformes par la poussière, la rouille et les lubrifiants et se trouvent ensuite sur la voiture pour servir le public, dans le même uniforme. On engagea donc du personnel auxiliaire en nombre suffisant. Les wattmen et receveurs ne pouvaient plus être employés comme attelours ou nettoyeurs de voitures qu'en cas de descente de grade disciplinaire ou de déplacement pour raisons de santé. Vienne la Noire veut faire des économies aux frais du personnel. Elle exige de nouveau des agents des travaux d'attelage et de nettoyage, en remplacement d'agents auxiliaires en congé ou malades; elle leur fait même faire du service de garde de nuit. La direction "chrétienne" ne se soucie point de savoir si les agents pourront enlever les taches de rouille et de graisse de leur uniforme. Les mutations vont de pair avec des réductions notables. Grâce à l'Etat corporatif chrétien, les agents des tramways viennois ne peuvent plus compter sur un revenu stable.

Supplément spécial à "Fascisme", N° 13, du 29 juin 1935.

La série d'articles ci-jointe "A travers l'Italie" nous a été envoyée par un camarade qui a vécu pendant quelques années en Italie avant l'avènement du fascisme au pouvoir et qui a eu l'occasion tout récemment de faire un voyage d'études dans ce pays. Ces articles qui ont été écrits par quelqu'un qui connaît le pays et ses habitants intéresseront certainement nos lecteurs.

La Rédaction de "Fascisme".

A TRAVERS L'ITALIE

I

Un Etat fasciste sans fascistes.

Cela paraît incroyable et c'est néanmoins vrai, L'Italie est aujourd'hui un Etat fasciste dans lequel il n'y a plus de fascistes. Tel est le résultat étonnant d'observations que j'ai pu faire pendant un voyage de plusieurs semaines à travers tout le pays au cours duquel j'ai eu l'occasion d'entrer en contact avec tous les milieux de la population et de me rendre compte de leur état d'esprit. Il convient certes, d'établir une distinction entre les apparences et la réalité. Selon les apparences, l'esprit fasciste est toujours prédominant. On continue à porter l'uniforme ou l'insigne fascistes et on se salue à la romaine. J'ai toutefois pu constater que précisément les gens qui s'affichent comme des fascistes invétérés, se manifestaient, dans une conversation intime, comme des adversaires prononcés du régime. Un proverbe qui circule à présent en Italie et qui dit: "Tre italiani insieme fanno tre fascisti, due italiani insieme fanno due amici, un italiano solo fa un antifascista" (trois Italiens ensemble font trois fascistes, deux Italiens ensemble font deux amis, un Italien seul fait un anti-fasciste) prouve bien qu'il ne s'agit pas d'une série de hasards constatés par moi, mais d'une expérience généralement faite en Italie.

Dans toutes les couches de la population, on constate une aversion égale contre le fascisme. L'ouvrier est anti-fasciste, le paysan est anti-fasciste, le petit bourgeois est anti-fasciste et le capitaliste est anti-fasciste. Les uns le sont parce que le fascisme les a privés, avec la liberté, de leur gagne-pain, les autres parce qu'ils constatent avec effroi que le fascisme entraîne de plus en plus le pays dans une catastrophe économique.

Celui qui ne juge que de manière superficielle et n'entre pas en contact plus direct avec la population, ne supposera pas un tel état d'esprit en Italie. Toujours à nouveau, des étrangers voyageant en Italie m'ont chanté en termes élogieux les transformations immenses et impressionnantes qui se sont réalisées sous Mussolini. Le fascisme -- ainsi pensent-ils -- a fait sortir le pays de son état arriéré et l'a élevé, en à peine treize ans, au niveau des grands pays industriels européens. Comme preuve de cette affirmation, ils vous citent les modernes autostrades que l'on rencontre dans le pays entier et dont une conduit même jusqu'à une altitude de 2.000 mètres sur l'Etna, les travaux de modernisation pratiqués dans chaque ville d'une certaine importance, la meilleure réglementation de la circulation etc. etc. sans oublier évidemment la construction de nouvelles villes, telles que Littoria et Sabauda qui, de loin déjà, annoncent leur existence aux étrangers par une mer de lumière telle qu'on a l'habitude de les voir aux alentours des grandes capitales.

Toutes ces choses sont des faits indéniables. Celui qui visite aujourd'hui l'Italie et se rappelle l'état du pays, il y a 10 ou 20 ans, a certes l'impression qu'un immense progrès est en train de s'accomplir. Seulement, cette impression s'efface aussitôt qu'on s'éloigne de quelques kilomètres seulement des grandes routes du mouvement touristique international. Alors la caractéristique n'est plus le progrès, mais le déclin; les maisons et les ruelles sont plus sales que jamais auparavant; nulle part, on n'aperçoit une nouvelle bâtisse ni même un échafaudage qui en annonce la construction. Les gens sont mal vêtus et mal nourris. Le touriste se voit placé devant une misère indescriptible. A Messine par exemple, il y a aujourd'hui encore des quartiers étendus composés des baraques de l'époque du tremblement de terre, répandant une odeur pestilentielle. Généralement -- du moins dans le midi -- il n'y a plus de lumière électrique en dehors des grandes villes et les gares mêmes, sont éclairées au pétrole. Très souvent l'eau potable doit être amenée dans de grandes jarres en grès, attendu qu'il n'y a pas de puits et encore moins des conduites d'eau. La Sicile qui était autrefois le grenier de Rome est aujourd'hui pour les deux tiers desséchée et aride parce que le fascisme a négligé d'exécuter les travaux d'irrigation, nécessaires, la construction d'autostrades luxueuses et par conséquent peu économiquement paraissant sans doute plus urgente et plus importante.

On comprend finalement que la population rurale italienne n'est pas précisément ravie des autostrades; elle possède assez de discernement pour se rendre compte que ces routes non seulement engloutissent l'argent qui aurait été nécessaire pour les travaux d'irrigation et pour un meilleur entretien de ses propres routes mais encore que leur misère croissante doit avoir un lien quelconque avec ces constructions luxueuses Mussoliniennes. Le paysan, ainsi se dit-elle, doit vivre dans la misère pour que la ville puisse gaspiller l'argent sans compter.

Les contrastes entre la ville et la campagne sont plus frappants à l'heure qu'il est que jamais auparavant. Il est manifeste que le fascisme, en prenant ces mesures, ne pense pas tant à leur efficacité et à leur utilité pour sa propre population mais tâche surtout à en imposer aux visiteurs étrangers qui, en venant en Italie, ne veulent voir que de belles choses. Il construit d'impressionnantes façades tout aussi coûteuses qu'elles sont peu économiques.

En ce qui concerne ce dernier aspect de la question, son importance peut être le mieux mesurée à la dette publique italienne qui va en croissant. Suivant des renseignements officiels, les dépenses ont excédé les recettes de 32 milliards de lires pendant les 12 années de domination fasciste. La situation financière est par conséquent une des plus menaçantes qui existent au monde. On se demande avec appréhension, voire avec angoisse, où conduira la route dans laquelle le fascisme s'est engagé. Dans les premiers temps à venir--telle est l'expérience qui ressort clairement du sort de l'emprunt de conversion de l'année dernière qui ne cote déjà plus que 76 à 77%-- l'Italie ne pourra plus contracter de nouveaux emprunts. Les impôts, Mussolini l'a récemment reconnu lui-même, ont atteint la limite de l'admissible. Les crédits de l'étranger? Les soudains sentiments d'amitié de Mussolini à l'égard de la France découlent sans doute au fond d'espoirs dans ce sens. Mais entre les espoirs et leur réalisation, il y a du chemin à faire. Le crédit italien est ébranlé. Avec cela des sommes très importantes seulement peuvent aider à surmonter les plus graves difficultés sans que cela comporte aucune garantie pour un véritable assainissement.

Ce qui complique particulièrement la situation italienne, c'est que l'industrie et le commerce vivent de commandes de l'Etat. Si celles-ci tarissent, il y aura une stagnation générale des affaires et l'effondrement économique sera là. Dans les milieux capitalistes, on parle ouvertement d'une telle possibilité. Beaucoup prennent déjà des mesures pour sauver individuellement ce qu'il y a moyen de sauver. Une fuite de capitaux a commencé sur une vaste échelle, avec la conséquence que les difficultés s'en trouvent augmentées. Il n'est pas rare d'entendre des capitalistes exprimer la crainte que Mussolini soit un jour obligé pour se maintenir au pouvoir, n'ayant recours à un prélèvement sur le capital, opinion que nous enregistrons ici qu'à titre de curiosité! On comprend en tout cas pourquoi la bourgeoisie italienne est guérie à présent du fascisme. Le dégrisement a été complet. Les Italiens ont compris eux, ce que les étrangers n'ont toujours pas saisi: c'est que Mussolini n'est qu'un Potemkine de proportions gigantesques qui, à la place de villages composés de façades bon marché, construit des villes en pierre coûteuse et conduit ainsi le pays à la ruine économique.

La campagne contre l'Abyssinie

(I.T.F.) Ce qui distingue de manière frappante l'Italie actuelle de celle d'autrefois, c'est le nombre d'uniformes qu'on voit dans les rues. Plusieurs villes suscitent auprès du visiteur vraiment l'impression qu'il se trouve dans une immense caserne. C'est comme si tout le peuple italien avait échangé la mandoline pour le mousquet et que Mussolini avait, à côté de son ambition de construire des routes et des villes, celle de faire des Italiens les Prussiens de la Méditerranée.

La différence est évidemment encore bien visible. Les uniformes prussiens visent à la simplicité et à l'efficacité; les uniformes italiens se distinguent par un luxe presque oriental. L'aspect d'un simple caporal est déjà de nature à susciter, à cause de la fantaisie de ses ornements, l'envie d'un Goering qui dans l'Allemagne actuelle est toujours un phénomène à part. Ces réflexions s'appliquent aux uniformes de la milice fasciste. Les uniformes de l'armée régulière sont considérablement plus simples.

Dans l'Italie méridionale, on voit plus d'uniformes que dans le Nord. Celui qui voyagerait de Messine à Milan pourrait avoir l'impression qu'il traverse deux pays entièrement différents, l'un se trouvant en état de guerre et l'autre en état de paix. La milice est même plutôt rare dans les rues des villes septentrionales. A Milan, j'ai pu marcher pendant des heures dans le centre le plus mouvementé sans rencontrer un seul uniforme de milicien. On voit aussi moins d'insignes fascistes dans les villes du nord que dans celles du midi et le salut à la romaine ne s'y pratique guère.

La différence n'est pas seulement extérieure. Dans le nord de l'Italie, la population n'a jamais pu vraiment s'enthousiasmer pour le fascisme. Elle le considère comme un produit méridional, qui est loin d'être bon. Toujours à nouveau, on m'a assuré: "Le fascisme n'est pas autre chose que la camorra napolitaine arrivée au pouvoir. Nous sommes gouvernés par des malfaiteurs". Le nombre d'Italiens méridionaux, notamment de Napolitains, qui détiennent en ce moment des fonctions élevées dans le nord du pays est en effet frappant au grand mécontentement de la population. D'autre part, cependant il est un fait historique que le premier "fascio" n'a pas été constitué à Naples, mais précisément à Milan. La victoire de Hitler n'est-elle pas aussi partie de la ville démocratique de Munich, tandis qu'il est manifeste que le Troisième Reich représente la domination de la Prusse despotique sur le reste de l'Allemagne? La courte vie échue aux affiches fascistes dans les villes du nord fait en tout cas ressortir que dans cette région, l'antipathie contre le fascisme est plus forte et plus manifeste. Placées le soir, elles étaient partout arrachées le lendemain matin, aussi bien au centre que dans la banlieue des villes. On m'a dit qu'il en est ainsi depuis longtemps. Avec cela les journaux typiquement fascistes sont moins lus dans le nord que dans le midi. Le "Popolo d'Italia" de Mussolini, qui paraît à Milan, est partout crié dans les rues, mais on ne l'achète pour ainsi dire pas.

Ce pays où l'uniforme domine est-il aussi un pays militarisé? La question était pour moi du plus haut intérêt. Pendant un long séjour en Italie, j'avais autrefois appris à connaître les Italiens comme un peuple pacifique ayant horreur du militarisme et de la guerre. Lorsque, il y a plus de 20 ans, je me trouvais pour la première fois à Milan sur la place de la Cathédrale, je fus pris malgré moi dans une immense manifestation contre la guerre en Lybie. Mussolini aurait-il réussi cette fois à modifier si foncièrement le caractère d'un peuple que celui-ci acclame avec enthousiasme une action qu'autrefois il détestait?

Je me suis particulièrement préoccupé d'avoir une réponse claire à cette question. C'est pourquoi j'ai cherché à me rendre compte partout de la manière dont le peuple réagit sur le conflit en Abyssinie. Nulle part, je n'ai pu constater la moindre trace de cet enthousiasme que les journaux italiens tâchent de faire accroître aux étrangers aussi bien qu'à leurs compatriotes. L'attitude de la population est grave et réservée. Dans des conversations personnelles j'ai appris des opinions surprenantes qui donnent quelque chose d'anxieux à la situation actuelle en Italie. Un ancien communiste qui à présent semble extérieurement être fasciste des pieds à la tête, m'a affirmé que l'intervention de Mussolini contre l'Abyssinie était la preuve la plus palpable de ce qu'il était au bout de son latin. On n'avait pas oublié en Italie que les gouvernements précédents

commençaient toujours une action en Afrique lorsqu'ils se trouvaient en difficultés. Mussolini suivait à présent, selon mon interlocuteur, la même méthode. Il ne fallait cependant pas entraver le mouvement dès le début; au contraire il fallait le pousser davantage, car sur les plateaux rocheux de l'Abyssinie il ne cueillerait pas de lauriers; il pourrait uniquement y courir à sa perte ainsi que tant d'autres blancs--non pas en dernier lieu des Italiens--l'avaient fait.

En faisant ces réflexions, le communiste n'a exprimé que ce que beaucoup d'autres pensent de l'aventure abyssinienne de Mussolini. Dans la majorité de mes conversations avec des Italiens, j'ai entendu exprimer une même attente et de simples ouvriers m'ont déclaré plus d'une fois: "Signore, vogliamo i fucili per finire la fame". (Monsieur, il nous faut des fusils pour en finir avec la fame) et lorsque je demandais, simulant de l'étonnement, si le mot "fame" voulait dire "fascisme", ils me l'ont toujours confirmé.

Mars a donc deux aspects très différents dans l'Italie actuelle. Tandis que Mussolini ne pense qu'à sa propre gloire, d'autres ne sont préoccupés que de sa chute. Il n'est évidemment pas possible de constater jusqu'à quel point ces derniers sont nombreux, mais en observant les gens et dans beaucoup de conversations, j'ai pu voir que leur nombre n'est pas petit. Plus d'une fois, j'ai étudié la mine des gens, lorsque dans différents ports, des troupes étaient embarquées. L'enthousiasme se limitait généralement à ceux qui restaient et il n'échappait pas à un spectateur attentif qu'il s'agissait la plupart du temps de miliciens en civil exécutant un ordre. A l'époque exactement où je me trouvais en Italie, la classe de 1911 fut appelée sous les armes. Le public se bousculait autour des kiosques où l'on avait suspendu des journaux contenant cette nouvelle. Tout le monde semblait frappé et pour autant que des réflexions se faisaient entendre, elles étaient dépréciatives. J'ai aussi voyagé pendant plusieurs heures avec ceux qui se rendaient sous les armes. La plupart d'entre eux ne parlaient pas et restaient assis songeurs, généralement très abatus. Je n'ai vu qu'une fois des visages amusés; c'était devant une affiche contenant l'adieu, rédigé dans un langage des plus lyriques, des chemises noires de la ville prenant congé de la population afin d'aller poursuivre dans la noire Afrique "l'oeuvre de civilisation du fascisme" et conjurant ceux qui restaient de veiller sur "ses grandes conquêtes".

Après tout ce que j'ai pu voir en Italie, j'ai tendance à croire que le Negus d'Abyssinie peut dormir d'un sommeil plus paisible que Mussolini.

Pays de famine

(I.T.F.) Ce qui m'a le plus impressionné, c'est que les travailleurs italiens ne se sont pas laissé, le moins du monde, infecter par le fascisme. En bloc et de manière unie, au nord et au midi, ils y résistent, constatation qui m'a à plusieurs reprises été confirmée par des éléments bourgeois. C'est là une grande différence avec Hitler qui, il faut le reconnaître, a réussi à gagner une partie notable des travailleurs par ses prétendues "Batailles du travail".

Je crois qu'il faut expliquer ce fait en se rappelant que Mussolini n'a pas eu comme Hitler, un prédécesseur aussi peu scrupuleux, et hélas aussi heureux, dans ses tentatives de réduire les salaires, que Hitler l'a eu en la personne de Brüning et ensuite de Von Papen. Il a dû, lui, exécuter lui-même la réduction des salaires et ainsi se démasquer devant les travailleurs dès le premier jour. D'autre part, aussi, le grand chômage qui règne actuellement en Italie n'a pénétré dans le pays que sous le régime fasciste, ce qui a privé Mussolini de la possibilité de se décharger de la responsabilité sur ceux qui l'avaient précédé au pouvoir, ni même sur le marxisme dont les organisations n'avaient jamais été représentées dans le gouvernement. L'activité commencée par Mussolini pour combattre le chômage, la construction d'autostrades, de ports, d'édifices publics etc. etc. n'a jamais pu impressionner les travailleurs italiens, du fait que l'ouvrier italien, en opposition à l'ouvrier allemand n'est pas heureux uniquement parce qu'il a du travail, mais seulement parce qu'il a du pain. Le fascisme n'a pas pu régler cette dette. Les 13 années de règne Mussolinien ont été pour les travailleurs italiens des années de réductions des salaires et de privations.

J'ai rencontré à ce sujet la situation la plus mauvaise dans le sud du pays. Le salaire s'y élève en moyenne à 7 lires par jour (ce qui correspond à env. 9 fr. fr.) Dans de rares cas, ce niveau est dépassé dans le midi. Celui qui y touche 12 lires par jour est considéré comme un richard. Dans l'Italie centrale et surtout dans le nord du pays, le niveau des salaires est en général plus élevé et on peut dire qu'il varie pour la masse entre 14 et 18 lires par jour. Les ouvriers spécialisés gagnent parfois davantage et peuvent aller dans des cas exceptionnels jusqu'à 30 lires, mais ces cas sont fort rares. Le personnel au service de l'Etat qui est considéré comme l'élite parmi les ouvriers et employés, touche des traitements mensuels variant grossomodo entre 400 et 700 lires. Tous les chiffres cités indiquent des revenus bruts qui dans la pratique subissent encore une forte réduction par de nombreuses retenues sous la forme de cotisations obligatoires à des organisations fascistes de toutes sortes. Ceux qui sont tentés de croire qu'à ce bas niveau des salaires correspond un coût de la vie modéré se trompent. L'Italie est un pays plutôt cher que bon marché. Les prix de quelques denrées alimentaires, choisies au hasard, le font comprendre. Le pain coûte -- les prix sont indiqués par demi-kilo en lires -- (une lire = 1,30 fr. fr. env.) 0,65 à 0,85; le riz de une lire à 1,50; le bœuf de 2,50 à 5.- le beurre de 6.- à 6,50; le sel de cuisine 1,15; le sel de table 7,50; le veau de 5.- à 6,50; le café de 12,50 à 16,50; le sucre 3,15; les œufs 0,35 à 0,40 la pièce; un litre de lait 1,80 les pommes de terre 1; à 1,20 par kilo et le fromage ordinaire de 4,50 à 6.- le demi-kilo.

Les chaussures et produits textiles coûtent en général les mêmes prix qu'en Suisse qui est considérée comme un pays cher. Les habitations (2 pièces, cuisine et bain) coûtent dans des quartiers modernes de Milan environ 300 lires de loyer par mois.

Les travailleurs agricoles sont retribues en grande partie en nature. On peut se rendre compte de la situation où se trouve cette catégorie de travailleurs, sur la base du contrat collectif pour la province de Crémone, entré récemment en vigueur et considéré par la presse fasciste elle-même, comme étant la réglementation la plus favorable. D'après les témoignages mêmes de la presse fasciste, le revenu journalier dépasse à peine 14 lires. On ne paye donc en espèces qu'à peu près 100 lires par mois. Le reste est payé en nature. Les travailleurs ont l'obligation d'accepter cette forme de paiement (à l'exception du lait) et la valeur des produits est calculée suivant les prix de gros en vigueur.

La semaine de 40 heures, qui d'ailleurs a été combinée avec une diminution proportionnelle des salaires et avec une retenue spéciale sur les salaires de ceux qui font une semaine de travail complète, ne peut jusqu'à présent être constatée que dans les industries ou jusqu'ici le chômage partiel prédominait. La loi a prévu à priori une série d'exceptions importantes; elle ne s'applique par exemple pas aux entreprises de l'Etat, à l'agriculture, ni à certaines industries d'intérêt vital dont celle de l'armement fait en majeure partie. L'influence de la loi sur le marché du travail a par conséquent été minime. Il est vrai que la statistique officielle indique entre mai 1934 et mai 1935 une diminution du nombre des chômeurs d'environ un million à env. 800.000, mais il convient de tenir compte, en jugeant de ce chiffre, que pour commencer il y a un plus grand nombre d'hommes sous les armes et en deuxième lieu que l'industrie de l'armement -- Mussolini vient encore de signaler la chose avec orgueil -- fonctionne à plein rendement.

Le secours aux chômeurs est tout à fait misérable. L'allocation de chômage qui varie entre 1,75 et 3,5 livres par jour est accordée pendant 6 mois au maximum. Après cette période, le chômeur en est réduit à des secours facultatifs qui ne sont accordés qu'en nature.

Il y a cependant en Italie une grande partie de la population dont la misère est, si possible, encore plus grande que celle de la classe ouvrière. Ce sont les paysans. Tout ce que le fascisme a fait pour eux, c'est remettre en vigueur une série de taxes et supprimer d'anciens droits usufruitaires. Les paysans se plaignent constamment de la charge intolérable des impôts. Des révoltes locales de paysans se sont déjà produites. Dans plusieurs villages de Sicile par exemple, les paysans ont manifesté, avec les poches de leur pantalon retournées, en criant sans cesse "fame, fame". On a tâché de les apaiser avec des promesses. Parfois des denrées alimentaires ont été distribuées et quelquefois même de l'argent. Dans la campagne romaine j'ai rencontré un berger acculé au désespoir. Le commissaire des impôts avait imposé chacune de ses trente chèvres de 60 livres ce qui faisait pour notre homme une fortune à payer. Il avait décidé de vendre ses chèvres et de partir pour la guerre contre l'Abyssinie..... Du moins ainsi disait-il.

La rime suivante circule en ce moment en Italie: "Quando si salutava ancora così (ici, on met la main à son chapeau), si mangiava ogni dì. Dacchè si saluta alla romana, si mangia una volta la settimana." (Lorsqu'on saluait encore ainsi, on mangeait tous les jours, depuis qu'on salue à la romaine, on mange une fois par semaine. On voit donc que la population établit un lien direct entre la faim et le fascisme.

Les écueils entourent le navire d'Etat.

(I.T.F.) La route dans laquelle s'est engagé le navire d'Etat fasciste avec Mussolini à la barre est remplie de dangers. Le navire risque de donner sur des écueils. Le plus dangereux entre ceux-ci est sans aucun doute la situation financière. La dette publique qui se monte à des milliards, dont une partie n'est même pas stabilisée, est suspendue, telle une épée de Damocles, sur la dictature. Des hommes d'Etat ayant le sentiment de leurs responsabilités iraient déjà, devant une situation bien moins tendue, à la recherche de voies et moyens promettant un assainissement et érigeant l'économie en principe. Mussolini n'en fait rien. En ce moment même, il n'hésite pas à déclencher une action où tous les torts sont de prime abord d'un côté et dont on peut dire avec certitude qu'elle doit ruiner davantage les finances publiques: la campagne contre l'Abyssinie. Les dépenses nécessitées par les premières préparations n'ont-elles pas en effet été évaluées par le ministre des finances à 620 millions? Avec cela, il s'agit d'une entreprise dont chacun sait que ce n'est pas une affaire de quelques mois, mais de bien des années.

Toutes les circonstances plaident donc en faveur d'une liquidation aussi prompte que possible de l'action contre l'Abyssinie qui à tout prendre n'est autre chose qu'une aventure militaire, et financière par-dessus le marché. A ce sujet encore, Mussolini est pris dans sa propre politique. Le mouvement contre l'Abyssinie n'avait au début que la valeur d'un dérivatif, en quoi Mussolini est parti de la supposition que les grandes nations européennes seraient à tel point accaparées par leurs propres soucis et aussi par la préoccupation de maintenir la paix en Europe, qu'elles n'entraveraient pas une guerre italienne contre l'Abyssinie, mais qu'au contraire elles la favoriseraient comme une contre-partie pour certains services rendus en Europe. Ces considérations ont fait que Mussolini commença l'action plein de confiance et, afin de mettre en lumière aussi pleinement que possible, les succès escomptables, il mit immédiatement en oeuvre tous les projecteurs de la propagande. Chaque transport de troupes, fût-il minime, devint l'objet d'une espèce de fête nationale. La presse modulait ses accents sur les deux motifs de la "grande Italie" et de la "mission civilisatrice" que le fascisme a à accomplir sur la terre africaine, non plus seulement pour sa propre gloire mais aussi pour l'honneur de tout le monde civilisé! L'intention était facile à percer. Le peuple italien devait, par des phrases et des fêtes, être détourné de ses propres desirs. Son mécontentement contre le fascisme devait être transformé en un nouvel enthousiasme. Ce dessein n'a pas réussi. L'unique résultat obtenu par l'art propagandiste de Mussolini a été que son jeu est devenu une question décisive de prestige pour le régime fasciste, ne lui permettant plus une liquidation du problème sans résultats palpables. Qu'il le veuille ou non, Mussolini est contraint de continuer sur la route où il s'est engagé, même si cette route conduit à une ruine certaine, financière et par conséquent économique du pays. Un autre écueil est constitué pour Mussolini dans son isolement de plus en plus accentué au milieu de la population italienne. Aujourd'hui déjà, cet isolement a amené un changement fondamental du caractère de la dictature fasciste. Si autrefois, celle-ci pouvait du moins compter sur l'appui de certains milieux bourgeois, elle n'a plus à présent d'autre soutien que la milice fasciste. En même temps en effet que la bourgeoisie, l'armée régulière s'est détournée de Mussolini, attendu que le corps des officiers reflète en général les opinions et conceptions courantes parmi la bourgeoisie. Les officiers supérieurs n'avaient jamais été très emballés du fascisme. Les généraux ont pactisé avec lui parce qu'ils en avaient besoin et que le roi le leur ordonnait. Aujourd'hui les anciennes divergences ont remonté à la surface et on ne se donne guère de peine, du moins du côté des militaires, pour les dissimuler. Néanmoins Mussolini n'a rien à craindre directement de ce côté. Une dictature militaire serait aujourd'hui tout autant compromise en Italie que l'est la dictature de la milice et un renversement de Mussolini serait en tout cas pour les masses laborieuses, le signal d'une vague de rébellion qu'aucun sabre militaire n'arrêterait plus. C'est certainement cette considération qui décide la bourgeoisie à se croiser les bras et à laisser l'histoire aller son cours. Elle craint, il est vrai, les conséquences de la politique mussolinienne mais elle craint autant l'incertitude qui peut surgir avec la chute du fascisme.

L'animosité des ouvriers et des paysans n'est pas non plus de nature à inspirer à Mussolini des craintes immédiates. D'une part la peur devant la dictature paralyse encore leurs mouvements et d'autre part les liens organiques et les conceptions politiques précises nécessaires pour déclencher une action qui menacerait sérieusement le régime de la dictature, leur font défaut.

C'est pourquoi pour le moment, certains écueils émanant de la milice même ne paraissent plus directement menaçants pour Mussolini. L'histoire nous a appris qu'une bonne entente entre une milice et son dictateur ne persiste jamais indéfiniment. Le 30 juin 1933 en a été une preuve sanglante. Mussolini n'a pas eu, jusqu'ici besoin d'offrir au monde l'image d'une pareille Saint-Barthélemy parmi ses propres amis, vu qu'ayant étudié l'histoire avec plus d'attention il avait purifié sa milice fasciste bien avant la "marche sur Rome" qui n'existe que dans la légende, et que depuis lors, il a toujours continué à la nettoyer. Ces dernières semaines précisément il semble encore avoir repris cette activité avec un zèle particulier, car de manière générale, on explique le transport en Afrique d'importants contingents de milice, par les difficultés qui seraient nées pour Mussolini au sein de la milice. Il semble s'agir cette fois de l'épuration la plus vaste qui ait jamais été entreprise dans la milice fasciste. Toutefois, Mussolini aura beau cautériser, il y aura toujours au sein de la milice de nouvelles excroissances qui seront plus nombreuses et plus incurables, à mesure que l'isolement de la dictature deviendra plus connu parmi la population entière.

Pendant mon séjour en Italie, je n'ai pas pu apprendre assez sur les événements internes dans la milice fasciste pour pouvoir déterminer l'ampleur des conflits nés en son sein et leurs causes. Toutefois les écueils se dessinent nettement. Mussolini réussira-t-il à les contourner? Pour le moment, il semble que son navire y est lancé à toute allure, à moins qu'il n'échoue auparavant sur les écueils financiers ou sur les rochers d'Abyssinie.
